



Note trimestrielle de conjoncture dans l'UEMOA

Deuxième trimestre 2011



Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)

Tél.: +221 33 839 05 00 Télécopie: +221 33 823 93 35 Télex: BCEAO 21833 SG /

21815 SG / 21530 SG / 21597 SG Site internet : http://www.bceao.int

## **Directeur de Publication**

Sogué DIARISSO Directeur de la Recherche et de la Statistique Email : courriers.drs@bceao.int

## Impression:

Imprimerie de la BCEAO BP : 3108 - DAKAR



## Département des Etudes Economiques et de la Monnaie

Direction de la Recherche et de la Statistique Service de la Statistique

NOTE TRIMESTRIELLE DE CONJONCTURE DANS L'UEMOA (\*)

## **DEUXIEME TRIMESTRE 2011**

## Table des matières

AVANT-PROPOS	3
PRINCIPAUX MESSAGES	4
I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	5
1.1 – Activité économique dans le monde	5
1.2 – Prix sur les marchés internationaux de biens et services	6
1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires	6
1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières	6
1.3 – Marchés financiers mondiaux	8
1.3.1 - Taux de change des principales devises	8
1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux	9
II - CONJONCTURE INTERNE	10
2.1 – Secteur réel	10
2.1.1 - Activité économique	10
2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité	13
2.2 – Finances Publiques	17
2.3 – Secteur extérieur	18
2.4 – Secteur monétaire et financier	18
2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union	18
2.4.2 - Evolution des conditions de banque dans l'Union	19
2.4.3 - Evolution du marché monétaire	21
2.4.4 - Evolution du marché financier	23
2.4.5 - Evolution des conditions monétaires	24
III – PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES	24
3.1 – Principales hypothèses	24
3.2 – Perspectives d'inflation et de compétitivité	25
ANNEVEO	07

## - 3 -

#### **AVANT-PROPOS**

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public, la perception de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

La note est centrée sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture internationale et interne. La majeure partie des informations sur la conjoncture interne sont collectées sur la base d'enquêtes réalisées par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

La note trimestrielle de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

Le Directeur de Publication

#### PRINCIPAUX MESSAGES

La reprise économique mondiale est marquée, au deuxième trimestre 2011, par la persistance des tensions inflationnistes et les incertitudes sur la dette souveraine de certains pays développés. Une morosité de l'activité économique a été relevée aux Etats-Unis, tandis que dans la Zone euro, la croissance économique a été soutenue par les grands pays membres.

Au plan interne, la conjoncture économique dans les Etats membres de l'UEMOA s'est inscrite sur une tendance baissière au deuxième trimestre 2011. Cette orientation est essentiellement imprimée par les évolutions constatées dans les secteurs industriels, des BTP, du commerce et des services marchands.

L'évolution du niveau général des prix à la consommation dans l'UEMOA est marquée par la persistance des tensions inflationnistes, au deuxième trimestre 2011. Le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 3,9% à fin mars 2011 à 5,7% en avril 2011, 4,8% en mai 2011, puis à 3,9% à fin juin 2011. La progression des prix résulte du renchérissement des denrées alimentaires et de la progression des prix des carburants dans la plupart des pays. Elle est liée également aux perturbations des circuits de distribution, en rapport avec la crise socio-politique en Côte d'Ivoire.

La position concurrentielle de l'Union, appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel (TCER), indique une perte de compétitivité à 3,4% au deuxième trimestre 2011, après le gain de 2,8% observé au trimestre précédent, en relation avec l'appréciation de l'euro et la persistance des tensions inflationnistes au cours du trimestre sous revue.

Au plan de la **politique monétaire**, la Banque Centrale a continué de soutenir les établissements de crédit à travers l'offre de liquidités dans le cadre de ses adjudications régionales. En effet, elle a poursuivi ses opérations hebdomadaires et mensuelles d'injection de liquidités sur le marché monétaire.

Les conditions de banque ont été marquées par une baisse des taux d'intérêt débiteurs au niveau de l'Union au deuxième trimestre 2011. Les taux d'intérêt débiteurs, hors prêts au personnel des banques, se sont situés en moyenne à 8,29% au deuxième trimestre 2011 contre 8,60% au trimestre précédent.

En perspective, les tensions inflationnistes devraient perdurer, puisque le taux d'inflation en moyenne se situerait à 3,6% au troisième trimestre 2011 contre 4,8% au deuxième trimestre 2011. Cette évolution refléterait la hausse des cours mondiaux des produits pétroliers et des denrées alimentaires. En corollaire, la position concurrentielle de l'Union se dégraderait au cours du prochain trimestre, une perte de compétitivité de 2,1%, étant attendue au troisième trimestre 2011.

#### I - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

#### 1.1 - Activité économique dans le monde

Poursuite des tensions inflationnistes et incertitudes sur la dette souveraine des pays développés.

La conjoncture mondiale au cours du deuxième trimestre 2011 est marquée par la persistance des tensions inflationnistes et les incertitudes sur la dette souveraine de certains pays développés. Une morosité de l'activité économique a été relevée aux Etats-Unis, tandis que dans la Zone euro, la croissance économique a été soutenue par les grands pays membres.

Morosité de l'activité économique aux Etats-Unis. Aux Etats-Unis, l'activité économique a été morose au cours du trimestre sous revue. Les ventes au détail ont fortement ralenti et la poussée des prix a freiné les revenus disponibles réels. La prudence des ménages est également visible sur le marché de l'immobilier, où les prix sont en baisse et les ventes de logements sont plus faibles. Par ailleurs, la menace des agences de notation de revoir la notation de la dette fédérale fait peser des risques sur la soutenabilité des finances publiques fédérales et, par conséquent sur la relance de l'économie américaine. Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) trimestriel connaîtrait, selon le Département américain au Commerce, en glissement annuel, un ralentissement en ressortant à 1,3% au deuxième trimestre 2011 contre 1,7% attendu par les marchés. En outre, pour le trimestre précédent, la croissance a été révisée à +0,4% contre 1,9% estimé précédemment, confirmant le ralentissement de la croissance de l'économie américaine, depuis le début de l'année.

Croissance dans la Zone euro tirée par les grands pays membres. Dans la Zone euro, la croissance devrait garder un rythme soutenu, sous l'impulsion des grands pays membres de la Zone. La croissance est tirée par la demande intérieure, notamment la bonne tenue de la consommation. En outre, l'investissement se redresserait progressivement, avec la reprise économique et les taux d'intérêt relativement bas. Quant aux exportations, elles ralentiraient en rapport avec l'évolution du commerce mondial. Toutefois, l'indice des prix à la consommation demeure dans la dynamique haussière, alimentée par le renchérissement des cours des matières premières.

En Chine, resserrement de la politique monétaire, lié à la surchauffe. En Chine, la hausse des prix au-delà de l'objectif d'inflation de 2011 (4,0%) a amené les autorités à un resserrement des conditions monétaires. Ainsi, le taux d'intérêt prêteur à un an a été relevé de 0,25 point à 6,31% et le taux de réserves obligatoires, augmenté de 0,50 point à 20,5% des dépôts.

'Au Japon, reprise timide de l'activité après la catastrophe. Au Japon, l'économie se remet de la catastrophe naturelle du 11 mars 2011. L'activité devrait se contracter en 2011, avant un rebond en 2012 soutenu essentiellement par les dépenses de reconstruction et du regain de dynamisme de l'activité industrielle. Au plan monétaire, la Banque du Japon a accru son programme d'achat d'actifs. Elle a également pris des mesures visant à renforcer l'économie du côté de l'offre, notamment la mise en place d'un dispositif spécial visant à soutenir les institutions financières actives dans les zones touchées par la catastrophe.

#### 1.2 - Prix sur les marchés internationaux de biens et services

#### 1.2.1 - Evolution des prix chez les principaux partenaires

Relative stabilité du taux d'inflation dans la Zone euro au deuxième trimestre 2011 et décélération dans les pays environnants.

Le taux d'inflation dans la Zone euro est ressorti à 2,7% à fin juin 2011, stable par rapport à son niveau de mars 2011. La hausse des prix est liée au renchérissement des combustibles liquides (19,8%), des carburants (12,1%), du gaz (8,8%) et de l'électricité (7,8%). En revanche, aux Etats-Unis, la tendance haussière des prix à la consommation s'est poursuivie, le taux d'inflation en glissement annuel passant de 1,5% à fin décembre 2010 à 2,7% à fin mars 2011 et à 3,6% à fin juin 2011.

Dans les pays environnants de l'Union, une décélération de l'inflation a été observée. Au Ghana, le taux d'inflation en glissement annuel est ressorti à 8,6% à fin juin 2011 contre 9,1% à fin mars 2011. Au Nigeria, le taux d'inflation est passé de 12,8% à fin mars 2011 à 10,2% à fin juin 2011.

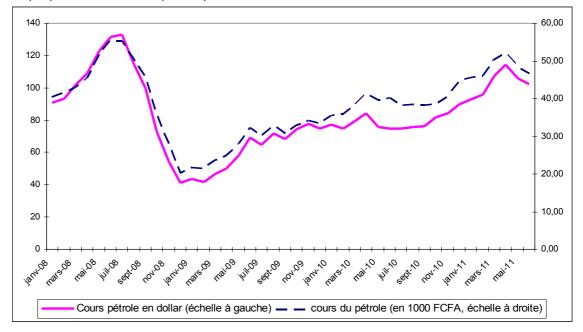
Tableau 1 : Inflation	n dans les p	ays partena	aires							
	Moyenn	e (en %)		Glissement annuel (en %)						
	2009	2010	juin - 10 mars-10 avril-11 mai - 11 juin -11							
Zone euro	0,3	1,6	1,5	2,7	2,8	2,7	2,7			
Etats-Unis	-0,3	1,6	1,1	2,7	3,2	3,6	3,6			
Japon	-1,4	-0,7	-0,7	0,0	0,3	0,3	n.d			
Ghana	19,3	10,8	9,5	9,1	9,0	8,9	8,6			
Nigeria	12,4	12,4	10,3	12,8	11,3	12,4	10,2			
UEMOA	0,4	1,4	1,7	3,9	5,7	4,8	3,9			

Sources: FMI, INS, BCEAO

#### 1.2.2 - Evolution des prix des principales matières premières

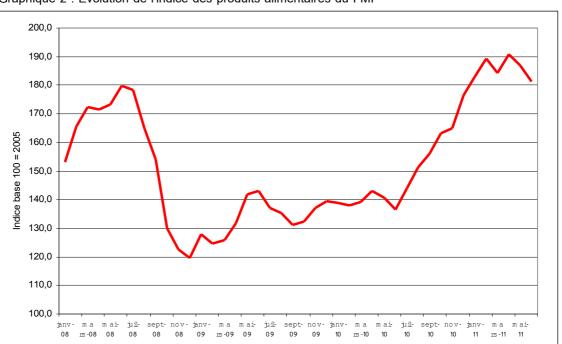
Renchérissement des cours mondiaux du pétrole et du blé. Baisse des cours du riz et du sucre. En dépit d'une orientation à la baisse en mai et en juin 2011 induite par les craintes d'un ralentissement de la croissance économique mondiale, les cours du pétrole brut exprimés en dollar au deuxième trimestre 2011 sont ressortis supérieurs à ceux du premier trimestre 2011. En effet, les cours se sont établis à 107,5 dollars au deuxième trimestre 2011 contre 98,6 dollars au trimestre précédent, soit une augmentation de 9,0%. Exprimés en franc CFA, les cours du pétrole brut ont progressé de 5,3% au deuxième trimestre 2011.

Par ailleurs, une fermeté des cours internationaux des produits alimentaires a été observée au deuxième trimestre 2011. Les cours mondiaux des denrées alimentaires ont ainsi enregistré une progression de 0,4% au deuxième trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent. Les cours du blé ont progressé de 2,6%, tandis que ceux du riz et du sucre ont baissé respectivement de 3,4% et 8,5% au deuxième trimestre 2011.



Graphique 1 : Evolution du prix du pétrole brut

La hausse des cours du blé observée depuis le troisième trimestre 2010, à la suite de la réduction de l'offre induite notamment par la sécheresse en Russie, s'est poursuivie au deuxième trimestre 2011. Toutefois, les cours du blé ont amorcé une baisse en juin 2011, à la faveur de meilleurs conditions météorologiques en Europe et l'annonce de la levée en juillet 2011 de l'interdiction des exportations Russes.



Graphique 2 : Evolution de l'indice des produits alimentaires du FMI

Le reflux des prix internationaux du riz est imputable à une progression de la production de 2,4% en 2010/2011. En outre, selon la FAO<sup>1</sup> « la production mondiale de paddy devrait augmenter de 2,7% en 2011/2012, pour atteindre un nouveau record, grâce aux bons résultats prévus notamment en Inde, en Chine, au Pakistan et au Brésil ».

Rupture de la tendance haussière des cours du coton.

Les cours des principaux produits exportés par l'Union se sont inscrits en baisse au deuxième trimestre 2011. Par rapport au trimestre précédent, les cours du caoutchouc, du coton et du cacao ont baissé respectivement de 15,4%, 13,0% et 8,1% au deuxième trimestre 2011.

Après avoir atteint des niveaux records en mars 2011, les cours du coton ont amorcé un repli en avril 2011, en rapport avec les perspectives d'augmentation de la production (notamment la progression des superficies emblavées aux Etats-Unis). La diminution des cours du cacao résulte essentiellement de la reprise des exportations de la Côte d'Ivoire, à la faveur du dénouement en avril 2011 de la crise post-électorale dans ce pays.

Tableau 2 : Evolution des cours des principaux produits d'exportations de l'UEMOA										
		2 T 2010	3 T 2010	4 T 2010	1 T 2011	2 T 2011	Variation trimestrielle	Glissement annuel		
Cours du café Robusta	OICC en cents par livre	72,0	81,9	89,2	108,1	118,4	9,6	64,5		
Cours du cacao	OICC en cents par livre	145,7	138,7	134,5	151,5	139,1	-8,1	-4,5		
Cours du coton	N.Y. 2è en cents par livre	90,6	97,0	150,3	207,1	180,2	-13,0	98,9		
Cours du caoutchouc	IRA en cents-euro/Kg	243,7	249,4	320,8	394,2	333,3	-15,4	36,8		

Sources: Reuters, BCEAO

## 1.3 - Marchés financiers mondiaux

## 1.3.1 - Taux de change des principales devises

Appréciation de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis et à la livre sterling. En revanche, dépréciation de la monnaie européenne à l'égard du Yen japonais.

Appréciation de l'euro Au deuxième trimestre 2011, la monnaie européenne s'est appréciée par rapport au trimestre par rapport au dollar précédent vis-à-vis du dollar des Etats-Unis (+1,7%) et de la livre sterling (2,1%). En revanche, des Etats-Unis et à la l'euro s'est déprécié à l'égard du yen japonais de 1,2%.

Tableau 3 : Evolution des taux de change des principales devises										
	Cours au 30/06/2011	Cours au 31/03/2011	Cours au 30/06/2010	Variation trimestrielle	Variation sur un an	Variation sur 2011 *	Variation sur 2010			
EURO en DOLLAR US	1,4453	1,4207	1,2238	1,7	18,1	8,2	-6,7			
EURO en LIVRE STERLING	0,9025	0,8837	0,8175	2,1	10,4	4,8	-3,1			
EURO en YEN japonais	116,25	117,61	108,79	-1,2	6,9	7,0	-18,4			

Sources : Reuters, BCEAO

\* cours au 31/06//2011 comparé au 31/12/2010

Le contraste entre la politique monétaire accommodante, menée par la Réserve fédérale, et plusieurs autres banques centrales, dont la BCE, qui ont sensiblement modifié leur discours et parfois commencé à relever leurs taux directeurs, a pesé sur le dollar au cours des derniers mois.

<sup>1</sup> Bulletin de la FAO sur l'offre et la demande de céréales, juillet 2011.

#### 1.3.2 - Principaux indicateurs sur les marchés financiers internationaux

Une accalmie globale sur les places boursières au cours du trimestre sous revue.

Les principales places boursières américaines n'ont pas enregistré de mouvements significatifs au cours du trimestre sous revue. Cependant, les places européennes, en rapport avec les craintes sur la gestion des crises budgétaires de certains Etats membres, ont enregistré globalement un repli, reflété par la baisse de 2,2% de l'indice EuroStoxx 50 au cours de la période sous revue.

Par ailleurs, les craintes d'une surchauffe de l'économie chinoise sont toujours présentes et ont fait baisser l'indice Hang Seng SSE de la bourse de Hong Kong de 4,8% sur la même période. Quant au Nikkei, il enregistre un redressement après le repli du trimestre précédent lié aux catastrophes naturelles.

Tableau 4 : Evolution des principaux indicateurs sur les marchés boursiers internationaux										
		Cours au 30/06/2011	Cours au 31/03/2011	Cours au 30/06/2010	Variation trimestrielle	Variation sur un an	Variation sur 2011 *	Variation sur 2010		
S&P 500	USA	1 320,6	1 309,7	1 030,7	0,8	28,1	5,0	12,8		
Dow Jones Industrial	USA	12 414,3	12 319,7	9 774,0	0,8	27,0	7,2	11,0		
EuroStoxx 50	Zone euro	2 848,5	2 911,3	2 573,3	-2,2	10,7	2,0	-5,8		
FOOTSIE 100	Grande Bretagne	5 945,7	5 908,7	4 916,9	0,6	20,9	0,8	9,0		
NIKKEI 225	Japon	9 816,1	9 755,1	9 382,6	0,6	4,6	-4,0	-3,0		
HANG SENG	Hong Kong	22 398,1	23 527,3	20 129,0	-4,8	11,3	-2,8	5,3		
Nigeria Stock Exchange	Nigéria	27 234,5	27 585,0	25 409,0	-1,3	7,2	9,8	19,1		

Sources : Reuters, BCEAO

\* cours au 30/06//2011 comparé au 31/12/2010

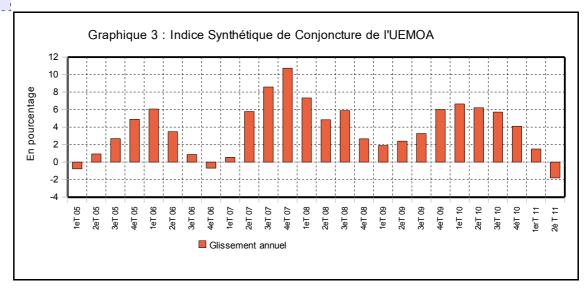
## **II - CONJONCTURE INTERNE**

#### 2.1 - Secteur réel

#### 2.1.1 - Activité économique

Conjoncture
économique moins
favorable dans
l'UEMOA au 2ème
trimestre 2011

L'activité économique, appréciée par l'Indicateur Synthétique de Conjoncture (ISC), a enregistré une baisse dans les Etats membres de l'UEMOA au deuxième trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent. Cette contre-performance est imprimée par les évolutions constatées dans les secteurs de l'industrie, des BTP, du commerce et des services<sup>2</sup>.



#### a) Activité industrielle

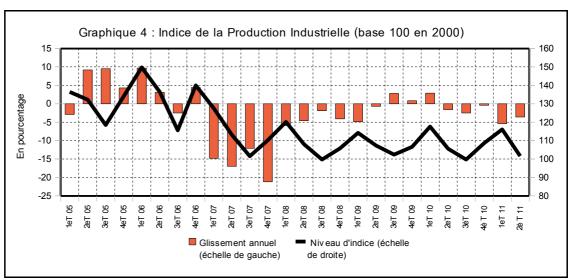
Baisse de la production industrielle au 2ème trimestre, due aux activités extractives et manufacturières.

Les résultats de l'enquête de conjoncture réalisée par la Banque Centrale indiquent une baisse de l'activité industrielle au deuxième trimestre 2011 comparée à la même période de l'année précédente. Toutefois, ce repli est moindre par rapport à celui enregistré au trimestre précédent. L'indice de la production industrielle s'est inscrit, en glissement annuel, en baisse de 3,6% au deuxième trimestre 2011, après un recul de 5,4% le trimestre précédent. Cette situation est imputable à la contreperformance des industries extractives (-8,0%) et manufacturières (-4,7%), atténuée par la progression de 13,2% de l'activité dans la branche électricité, gaz et eau.

La diminution de l'activité des industries extractives est liée au reflux des activités d'extraction de pétrole brut et de gaz naturel en Côte d'Ivoire (-14,8%), d'or au Mali (-8,1%) et d'uranium au Niger (-10,9%).

Le repli de la production manufacturière est le reflet des évolutions constatées au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Mali. Cette évolution s'explique par le tassement de la production de denrées alimentaires et de boissons (-13,2%) et de textiles (-29,6%).

<sup>2</sup> Les analyses sont effectuées sur la base des variations d'indicateurs de soldes d'opinions, sauf pour les activités industrielles et commerciales.



Baisse de l'IPI en l Côte d'Ivoire, au l Niger et au Mali. L'indice de la production industrielle a baissé de 17,8% en Côte d'Ivoire, 1,5% au Niger et 1,4% au Mali. En revanche, l'indicateur a progressé de 36,1% au Togo, 27,4% au Bénin, 22,2% en Guinée-Bissau, 14,0% au Sénégal et 7,0% au Burkina.

Tableau 5 : Variation	Tableau 5 : Variation de l'indice de la production industrielle au deuxième trimestre 2011											
	Variation trime	estrielle (en %)	Gliss	sement annuel (e	Variation moyenne (en %)							
	1er T 2011	2éme T 2011	2ème T 2010	1er T 2011	2ème T 2011	2010	2011 (**)					
Bénin	46,3	-0,7	-9,5	23,1	27,4	-1,7	25,2					
Burkina	82,5	-54,1	-14,3	6,0	7,0	2,4	6,3					
Côte d'Ivoire (*)	-13,4	-2,2	-1,0	-14,2	-17,8	-5,7	-16,0					
Guinée-Bissau	14,3	11,0	14,4	3,8	22,2	3,9	12,7					
Mali	61,0	-38,7	-4,3	-13,5	-1,4	2,4	-9,2					
Niger	-33,9	21,4	29,7	-16,5	-1,5	36,1	-8,9					
Sénégal	4,2	7,0	-5,0	9,5	14,0	-0,8	11,8					
Togo	-9,9	13,4	-0,3	4,1	36,1	10,4	19,0					
UEMOA	6,9	-12,4	-2,3	-5,4	-3,6	-0,7	-4,6					

Sources : BCEAO

(\*) Estimations

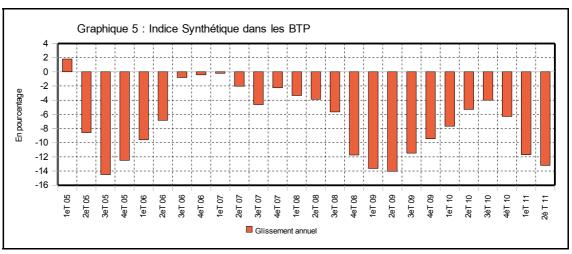
\*\* moyenne sur les six premiers mois de l'année

En moyenne sur les six premiers mois de l'année 2011, la production industrielle enregistrerait, selon les estimations, un repli de 4,6%, après la baisse de 0,7% en 2010.

#### b) Bâtiments et travaux publics

Baisse de l'activité dans les BTP dans l'Union au 2ème trimestre 2011. De l'avis des chefs d'entreprise, la baisse en variation annuelle de l'activité dans les BTP s'est accentuée au deuxième trimestre 2011. Cette situation est en rapport avec le repli marqué dans les mises en chantier et les difficultés de trésorerie.

L'activité dans les BTP demeure morose au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo. Une stagnation de l'activité des BTP est enregistrée au Burkina et au Sénégal. En revanche, en Guinée-Bissau, au Mali et au Niger, un dynamisme de l'activité des BTP a été relevé.



#### d) Activité commerciale

Ralentissement de l'activité dans le secteur du commerce.

L'activité dans le secteur tertiaire, appréciée à travers l'évolution de l'indice du chiffre d'affaires dans le commerce de détail, a connu un ralentissement au deuxième trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent. L'indice du chiffre d'affaires s'est orienté, en glissement annuel, en baisse de 0,8% au deuxième trimestre 2011 contre la progression de 10,4% enregistrée un trimestre plus tôt. Cette évolution résulte de la diminution des ventes des denrées alimentaires, des automobiles, motocycles et pièces détachées, ainsi que de celle des produits pétroliers.

Tableau 6 : Variation	Tableau 6 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA) au deuxième trimestre 2011											
	Variation trime	estrielle (en %)	Glis	sement annuel (er	Variation moyenne (en %)							
	1er T 2011	2éme T 2011	2ème T 2010	1er T 2011	2ème T 2011	2010	2011 (**)					
Bénin	-8,8	-4,8	1,7	-11,1	-19,4	-3,2	-15,3					
Burkina	-13,3	-13,2	11,6	63,4	15,7	16,1	37,1					
Côte d'Ivoire (*)	-16,2	-5,7	13,3	-10,9	-20,7	6,7	-15,9					
Guinée-Bissau	8,2	24,4	-14,9	32,4	49,5	-7,4	41,4					
Mali	14,2	8,3	14,5	53,4	33,6	12,2	42,4					
Niger	14,2	-9,8	5,6	38,1	9,3	9,9	22,8					
Sénégal	3,5	6,5	19,1	23,5	20,7	14,3	22,1					
Togo	2,8	3,5	-1,7	22,5	12,9	-1,3	17,4					
UEMOA (*)	-4,6	-1,1	11,4	10,4	-0,8	7,6	4,5					

Sources: BCEAO

(\*) Estimations

\*\* moyenne sur les six premiers mois de l'année

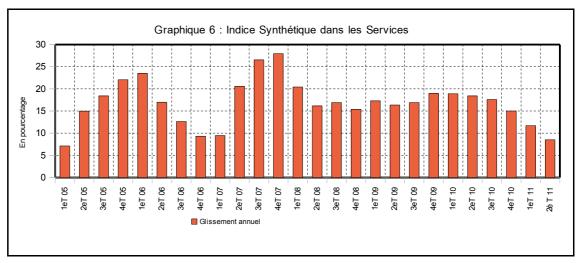
Au deuxième trimestre 2011, les chiffres d'affaires ont baissé en Côte d'Ivoire (-20,7%) et au Bénin (-19,4%). En revanche, une hausse du volume des transactions commerciales est enregistrée, en glissement annuel, en Guinée-Bissau (+49,5%), au Mali (+33,6%), au Sénégal (+20,7%), au Burkina (+15,7%), au Togo (+12,9%) et au Niger (+9,3%). En moyenne, sur les six premiers mois de l'année 2011, l'indicateur progresserait de 4,5%, après celle de 7,6% en 2010.

de la hausse du de service au cours du

trimestre.

## Rythme moins soutenu d) Services marchands

L'activité économique dans les services marchands s'est accrue en glissement annuel au deuxième volume des prestations trimestre 2011 à un rythme toutefois moindre comparé au trimestre précédent. La hausse de l'activité est imputable au dynamisme des branches «Transports, entreposage et communication» et «Intermédiation financière».

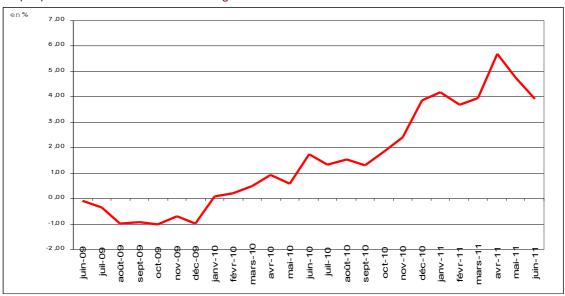


Le volume des prestations dans les services marchands est en hausse en glissement annuel, au Burkina, au Niger et au Sénégal. Par contre, la conjoncture économique dans les services marchands a baissé en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Mali. Elle est restée inchangée au Bénin.

#### 2.1.2 - Evolution récente de l'inflation et de la compétitivité

Persistance des tensions inflationnistes dans l'Union au 2<sup>ème</sup> trimestre 2011. Les tensions inflationnistes observées au premier trimestre 2011 ont persisté au cours du deuxième trimestre 2011. En effet, le taux d'inflation en glissement annuel est passé de 3,9% à fin mars 2011 à 5,7% à fin avril 2011, avant de baisser pour se situer à 4,8% à fin mai 2011 et à 3,9% à fin juin 2011. L'accélération de la hausse des prix en avril 2011 est liée aux perturbations des circuits de commercialisation engendrées par la crise en Côte d'Ivoire. Dans les autres pays de l'Union, la progression des prix résulte du renchérissement des denrées alimentaires et des carburants.

Graphique 7: Evolution de l'inflation en glissement annuel dans l'UEMOA



Sources: Instituts Nationaux de la Statistique.

La composante « Alimentation » avec une contribution de 2,2 points de pourcentage, explique plus de 50% de l'accroissement des prix à fin juin 2011. Les augmentations des prix observées pour les produits alimentaires importés concernent principalement le riz, le lait, l'huile, le sucre et le blé. Pour les produits alimentaires locaux, les prix du poisson et des tubercules ont enregistré des hausses significatives.

La rubrique « Restaurants et Hôtels » a contribué à hauteur de 0,6 point de pourcentage à la hausse des prix à fin juin 2011, en relation avec l'augmentation des tarifs des services de restauration. Par ailleurs, les rubriques « Logement » et « Transport » ont contribué chacune à hauteur de 0,4 point de pourcentage à l'inflation. L'évolution des composantes « Transport » et « Logement » est liée au renchérissement, en glissement annuel, des produits pétroliers induit par la remontée des cours du pétrole brut. Les prix du pétrole brut en juin 2011 ont augmenté de 36,8% par rapport à leurs niveaux de la même période de 2010. En tenant compte de l'impact de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar, la progression en glissement annuel, des cours mondiaux du pétrole brut en FCFA, est ressortie à 16,0%.

Tableau 7 : Contributions à l'inflation en gl	lissement ann	uel dans l'UE	MOA (en poin	ts de pourcer	ntage)
Fonctions	juin -10	mars-11	avril-11	mai-11	juin-11
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1,6	2,6	3,8	3,1	2,2
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2
Logement	0,1	0,3	0,6	0,4	0,4
Ameublement	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Santé	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Transport	0,3	0,4	0,4	0,5	0,4
Communication	-0,5	-0,2	-0,1	-0,2	-0,3
Loisirs et culture	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Restaurants et Hôtels	0,3	0,5	0,6	0,5	0,6
Autres biens	-0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	1,7	3,9	5,7	4,8	3,9

Sources : BCEAO, INS

Contrairement à l'évolution haussière des composantes susvisées, les prix des communications téléphoniques continuent de baisser dans la Zone. Ainsi, à fin juin 2011, ils ont contribué à atténuer la progression des prix de 0,3 point de pourcentage. Les baisses des prix des communications téléphoniques les plus sensibles sont observées au Bénin et au Burkina.

Les taux d'inflation en glissement annuel à fin juin 2011 les plus élevés ont été enregistrés en Guinée-Bissau (7,2%), au Togo (4,9%), en Côte d'Ivoire (4,6%) et au Sénégal (4,3%). L'inflation a été, en revanche, contenue au Burkina (2,5%), au Mali (2,6%), au Niger (2,3%) et au Bénin (1,7%).

Tableau 8 : Taux d'inflation en glissement	annuel dans	l'UEMOA (en	pourcentage)		
Pays	juin -10	mars-11	avril-11	mai-11	juin-11
Bénin	4,7	2,2	2,4	2,4	1,7
Burkina	0,7	1,3	1,8	1,7	2,5
Côte d'Ivoire	1,8	5,8	9,1	6,5	4,6
Guinée-Bissau	1,3	5,0	6,0	6,1	7,2
Mali	2,1	1,5	3,5	2,3	2,6
Niger	1,6	3,8	3,7	1,7	2,3
Sénégal	1,3	3,2	4,3	5,0	4,3
Togo	0,8	3,6	3,9	5,6	4,9
UEMOA	1,7	3,9	5,7	4,8	3,9

Sources: BCEAO, INS

L'analyse de l'évolution de l'inflation selon l'origine géographique des biens et services montre que la hausse du taux d'inflation est imputable à la fois aux prix des produits locaux et à ceux des biens importés. La progression des prix s'est située à 3,7% à fin juin 2011 pour les biens produits localement, en liaison avec l'augmentation des prix des denrées alimentaires, notamment ceux des produits de la pêche (+22,7%) et de la viande (+7,4%). Elle s'explique également par la progression des prix des combustibles solides (+17,3%) et des services de restauration (+6,5%).

La hausse des prix est ressortie à 4,6% pour les biens importés, en rapport essentiellement avec le renchérissement des carburants et des produits alimentaires importés. Les composantes « Produits locaux » et « Produits importés » ont contribué respectivement pour 2,6 points et 1,3 point de pourcentage à l'inflation, en glissement annuel, à fin juin 2011.

Tableau 9 : Inflation selon l'origine des produits										
	Composantes	Pondération (en %)	juin-10	mars-11	avril-11	mai-11	juin-11			
Variations	Produits locaux	72,68	2,2	3,9	6,0	4,8	3,7			
annuelles	Produits importés	27,32	0,2	4,0	5,3	5,0	4,6			
(en %)	Inflation globale	100	1,7	3,9	5,7	4,8	3,9			
Contributions	Produits locaux	72,68	1,6	2,8	4,3	3,5	2,6			
(en points de pourcentage)	Produits importés	27,32	0,1	1,1	1,4	1,3	1,3			

Sources : BCEAO, INS.

La décomposition de l'indice des prix selon la nature des produits (biens ou services) indique que la progression des prix est imprimée principalement par celle des biens. La hausse des prix des biens s'est située à 5,2% à fin juin 2011, en liaison notamment avec l'augmentation des prix des carburants et des produits alimentaires.

La hausse en glissement annuel des prix des services s'est établie à 2,0% à fin juin 2011 contre 1,7% à fin mars 2011. Cette évolution reste liée au renchérissement en rythme annuel des frais de restauration et des coûts des transports, atténué par la baisse du coût des communications téléphoniques. Les prix des services et des biens ont contribué respectivement à hauteur de 0,8 point et 3,1 points de pourcentage à l'inflation en glissement annuel à fin juin 2011.

Tableau 10 :	Tableau 10 : Evolution des prix des biens et services										
	Composantes	Pondération (en %)	juin-10	mars-11	avril-11	mai-11	juin-11				
Variations	Biens	60,12	3,2	5,4	9,0	6,3	5,2				
annuelles	Services	39,88	-0,2	1,7	2,3	1,9	2,0				
(en %)	Inflation globale	100	1,7	3,9	5,7	4,8	3,9				
Contributions	Biens	60,12	1,8	3,3	5,0	4,0	3,1				
(en points de pourcentage)	Services	39,88	-0,1	0,6	0,7	0,8	0,8				

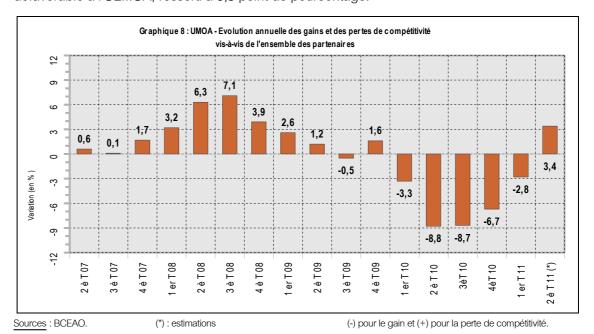
Sources: BCEAO, INS.

Les prix des produits frais et des produits énergétiques, qui sont les plus volatils, ont enregistré des hausses respectives, en rythme annuel, de 8,6% et 5,7% à fin juin 2011. Le taux d'inflation sous-jacente, mesuré par l'évolution de l'indice des prix hors produits frais et énergie, s'est inscrit en hausse. En glissement annuel, il se situe à 3,3% à fin juin contre 2,6% à fin mars 2011.

Détérioration de la position concurrentielle observée dans tous les Burkina et au Niger.

En glissement annuel, les pays de l'Union enregistrent une perte de compétitivité au deuxième trimestre 2011, marquant une rupture avec les gains observés depuis le premier trimestre 2010. En effet, l'évolution de la position concurrentielle de l'Union appréciée à partir de l'indice du taux de change effectif réel indique une perte de compétitivité de 3,4% au deuxième trimestre pays de l'Union, sauf au 2011, après le gain de compétitivité de 2,8% observé au trimestre précédent.

> Cette détérioration de la position concurrentielle de l'UEMOA est le résultat d'une hausse du taux de change effectif nominal et de la poursuite des tensions inflationnistes enregistrées dans l'Union qui ont induit un différentiel d'inflation défavorable à l'UEMOA. L'indice du taux de change effectif nominal s'est en effet accru de 3,1%, conforté par le différentiel d'inflation défavorable à l'UEMOA, ressorti à 0,3 point de pourcentage.



La détérioration de la position concurrentielle est observée par rapport à tous les groupes de partenaires, à l'exception des pays environnants. Une appréciation du taux de change effectif réel est enregistrée vis-à-vis des pays asiatiques (+8,0%), des Etats émergents<sup>3</sup> (+7,1%), des pays africains de la Zone franc (+4,1%) et des pays industrialisés (+3,4%). L'Union enregistre une détérioration de sa position concurrentielle de 2,2% à l'égard de la Zone euro. En revanche, un gain de compétitivité est constaté vis-à-vis des partenaires environnants (-1,6%).

Par pays, une perte de compétitivité est notée au deuxième trimestre 2011 en Guinée-Bissau (6,4%), en Côte d'Ivoire (5,2%), au Togo (3,3%), au Sénégal (2,9%), au Mali (0,7%) et au Bénin (0,3%). En revanche une amélioration de la position concurrentielle est observée au Burkina (-0,8%) et au Niger (-0,4%).

Tableau 11 : Evolution du taux de change effectif réel selon les partenaires (en pourcentage)										
	Д	nnées	Variat	Variations trimestrielles			sements an	Cumul de	Cumul depuis 1994	
Fonctions	2010	2011 (*)	4 ème T 2010	1er T 2011	2 ème T 2011 (*)	4 ème T 2010	1er T 2011	2 ème T 2011 (*)	A fin mars 2011	A fin juin 2011 (*)
Partenaires industrialisés	-1,7	2,1	0,4	1,1	1,2	-1,2	0,6	3,4	-18,3	-17,3
Pays de la Zone euro	-0,2	1,6	-0,3	1,1	0,4	0,8	1,6	2,2	-18,8	-18,4
Partenaires environnants	-15,3	-4,0	0,8	1,3	1,0	-16,6	-9,4	-1,6	-54,9	-54,4
Pays asiatiques	-13,2	1,9	2,5	2,1	4,5	-14,0	-6,7	8,0	-27,7	-24,4
Pays UE25	-0,8	1,6	-0,1	1,1	0,7	0,2	1,2	2,4	-19,6	-19,0
Pays émergents	-14,2	1,1	2,6	0,9	4,6	-13,5	-7,3	7,1	-26,2	-22,9
Pays africains de la Zone franc	0,0	3,7	-0,9	3,7	1,0	0,5	4,3	4,1	2,2	3,2
Tous partenaires confondus	-6,9	0,9	1,0	1,1	1,9	-6,7	-2,8	3,4	-26,9	-25,5

Source : BCEAO (\*) E

(\*) Estimations

(+) Appréciation du TCER ou perte de compétitivité

(-) Dépréciation du TCER ou gain de compétitivité

## 2.2 – Finances Publiques

Les recettes budgétaires totales des Etats membres de l'Union se sont chiffrées à fin juin 2011, à 3.356,7 milliards contre 3.073,9 milliards un an plus tôt, en liaison avec la hausse respective de 5,3% et 55,5% des recettes fiscales et non fiscales. Cette évolution est essentiellement imputable à l'amélioration des contrôles des régies financières, aux efforts de collecte des cotisations sociales ainsi qu'à la hausse des redevances de téléphonie mobile.

Les dépenses et prêts nets se sont accrus de 6,1%, en passant de 3.460,4 milliards au premier semestre 2010 à 3.672,0 milliards sur la même période de l'année 2011. Cette situation est en relation principalement avec la hausse des dépenses courantes qui ont enregistré une augmentation de 4,2%. Les dépenses en capital sont passées de 941,2 milliards en juin 2010 à 900,3 milliards en juin 2011, en rapport avec l'entrée dans leur dernière phase de certains programmes et projets d'investissements, notamment au Mali, au Sénégal et au Togo qui se sont traduit par un ralentissement des investissements financés sur ressources intérieures.

Les groupes de partenaires ne sont pas mutuellement exclusifs. A titre d'illustration, certains pays asiatiques sont aussi dans le groupe des pays émergents. De même, certains pays de la Zone euro font partie de la catégorie des pays industrialisés.

Diminution du déficit public des Etats de l'UEMOA à fin juin 2011.

Ainsi, l'exécution des opérations financières des Etats à fin juin 2011 s'est caractérisée globalement par une diminution des déficits publics. Toutefois, cette performance a été atténuée par une réduction des ressources extérieures, notamment les dons projets et les appuis budgétaires reçus des partenaires au développement, en soutien aux programmes économiques exécutés par les pays de l'Union. Les ressources extérieures mobilisées se sont chiffrées à 212,9 milliards à fin juin 2011 contre 275,5 milliards un an auparavant, soit une baisse de 62,6 milliards.

Au total, le déficit global, base engagements, hors dons, s'est situé à 315,3 milliards au cours du premier semestre de l'année 2011, soit 0,8% du PIB contre 386,5 milliards, soit 1,1% du PIB un an auparavant.

#### 2.3 – Secteur extérieur<sup>4</sup>

Le déficit de la balance commerciale ressortirait à 416,6 milliards au deuxième trimestre 2011, en amélioration de 198,7 milliards par rapport au trimestre précédent.

Les exportations s'inscriraient en progression de 13,0%, passant de 2.028,7 milliards au premier trimestre 2011 à 2.291,4 milliards au deuxième trimestre 2011. Cette évolution reflète la normalisation des circuits de commercialisation des produits pétroliers et agricoles en Côte d'Ivoire, conjuguée à la hausse des cours du pétrole, de l'or et du café.

Les importations enregistreraient, pour leur part, une croissance de 2,4%, pour ressortir à 2.708,0 milliards au cours du deuxième trimestre 2011. Cette évolution est notamment en rapport avec la reprise de l'activité économique en Côte d'Ivoire après la sortie de crise.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est situé à 76,7% à fin juin 2011, en amélioration de 7,9 points de pourcentage en variation trimestrielle et de 4,2 points en glissement annuel.

#### 2.4 – Secteur monétaire et financier

#### 2.4.1 - Evolution de la situation monétaire de l'Union

monétaire à fin juin mars 2011.

Hausse de la masse La masse monétaire dans l'UEMOA s'est accrue à fin juin 2011, comparée à fin mars 2011, poursuivant ainsi sa tendance haussière. En effet, elle a enregistré une progression de 2,6%, 2011 comparée à fin pour se fixer à 12.695,3 milliards à fin juin 2011 contre 12.374,4 milliards à fin mars 2011 et 11.210,1 milliards un an plus tôt.

> Les dépôts à vue ont enregistré une hausse de 6,6% à 4.841,6 milliards, de même que les dépôts à terme, qui ont augmenté de 4,5%, pour s'établir à 4.475,5 milliards au cours de la période sous revue.

Estimations pour l'ensemble des pays au deuxième trimestre 2011 et pour le Niger au premier trimestre 2011. Les échanges ont été estimés à partir des données provisoires communiquées par les pays, des dernières réalisations et des principales évolutions de l'environnement économique international et régional durant la période sous revue.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont connu, à fin juin 2011, une progression de 4,8% par rapport à fin mars 2011, pour se situer à 5.631,9 milliards. Cette évolution est liée à une augmentation des avoirs extérieurs nets aussi bien de la Banque Centrale que des banques.

L'encours du crédit intérieur est ressorti à 9.007,6 milliards à fin juin 2011 contre 9.066,6 milliards à fin mars 2011, en baisse de 0,7%. Cette situation traduit une diminution des créances nettes aux Etats de 9,3%, atténuée par un accroissement des concours au secteur privé de 2,3%. La progression des crédits à l'économie est attribuable à la hausse de 4,3% des crédits à court terme, atténuée par un repli de 0,6% des crédits à moyen et long terme.

#### 2.4.2 - Evolution des conditions de banque dans l'Union

Baisse des taux d'intérêt débiteurs en variation trimestrielle. Le deuxième trimestre de l'année 2011 est marqué par la reprise encore timide de l'activité bancaire en Côte d'Ivoire où les guichets de l'Institut d'émission ont réouvert en avril 2011. Les résultats de l'enquête sur les conditions des banques<sup>5</sup> à fin juin 2011 indiquent, à l'échelle régionale, un niveau relativement plus bas des taux d'intérêt débiteurs des banques et une augmentation sensible des crédits mis en place, au deuxième trimestre 2011.

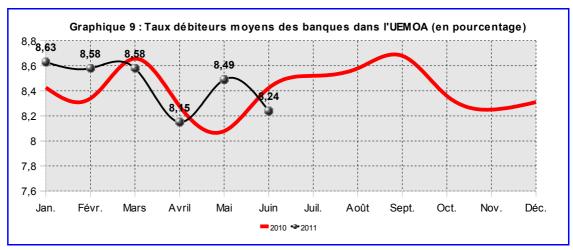
Hausse des crédits his en place.

En effet, le taux débiteur moyen, pondéré par le volume des crédits mis en place, indicateur de référence de la BCEAO, est ressorti à 8,29%, en moyenne trimestrielle, contre 8,60% au premier trimestre, soit une baisse de 31 points de base. L'évolution du taux moyen à l'échelle régionale porte l'empreinte du niveau relativement plus bas des taux débiteurs au Sénégal, pays dont le poids dans l'ensemble des crédits a augmenté, notamment en l'absence d'activités bancaires significatives en Côte d'Ivoire. Le taux débiteur moyen au Sénégal s'est, en effet, situé à 6,25% au deuxième trimestre 2011 contre 6,65% le trimestre précédent.

Dans la plupart des autres pays de l'Union, les taux débiteurs ont également diminué au cours du deuxième trimestre de l'année 2011, notamment au Mali et au Niger. En revanche, en Côte d'Ivoire, les premières données disponibles sur les conditions de banque, après la réouverture des guichets de la BCEAO, situent le taux débiteur moyen à un niveau inhabituellement haut. En effet, en mai 2011, le taux débiteur moyen en Côte d'Ivoire est ressorti à 7,98% contre un taux moyen de 7,55% relevé en janvier 2011, dernier mois avant la fermeture des guichets de la BCEAO en Côte d'Ivoire.

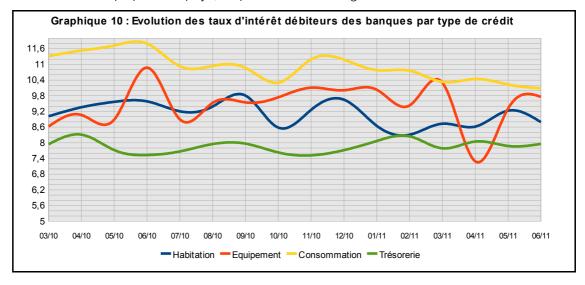
A l'échelle régionale, ce sont principalement les entreprises publiques, la clientèle financière des banques et, dans une moindre mesure, les particuliers qui ont bénéficié de l'amélioration observée des conditions de banque au cours de ce deuxième trimestre. Pour ces trois catégories de clients, le coût moyen du crédit bancaire a diminué, passant respectivement de 8,59%, 9,09% et 10,55%, à 6,62%, 8,15% et 10,33% d'un trimestre à l'autre. Le taux d'intérêt appliqué aux entreprises individuelles a également diminué, mais dans une moindre mesure, passant de 10,95% à 10,11%.

<sup>5</sup> Les données du mois de juin 2011 sont provisoires.



L'analyse des crédits bancaires selon l'objet du crédit indique que le taux des facilités de trésorerie a diminué de 8,04% à 7,88% d'un trimestre à l'autre. Le taux appliqué aux crédits à l'habitation s'est accru de 32 points de base, pour se situer à 8,89%. Le taux appliqué aux crédits de consommation s'est replié de 30 points de base, pour ressortir à 10,32% et celui appliqué aux crédits d'équipement a baissé de plus d'un point de pourcentage, pour s'établir à 8,75%. Au cours du trimestre, la baisse des taux d'intérêt a concerné la plupart des maturités.

Un accroissement significatif des crédits bancaires mis en place au cours du deuxième trimestre a été observé. La moyenne mensuelle des crédits octroyés par les banques de l'Union est passée de 349,1 milliards, au premier trimestre 2011, à 442,9 milliards au deuxième trimestre 2011, soit un accroissement de 93,9 milliards. L'augmentation des crédits bancaires est notée dans la plupart des pays, en particulier au Sénégal et en Côte d'Ivoire.



Concernant les dépôts bancaires, les banques ont collecté moins de ressources au cours du deuxième trimestre 2011, comparativement au premier trimestre de l'année. La moyenne mensuelle des dépôts enregistrés au deuxième trimestre 2011 est ressortie à 314,4 milliards contre 328,8 milliards au premier trimestre. Cette baisse a été observée principalement au Togo et au Sénégal.

En Côte d'Ivoire, les niveaux des dépôts enregistrés en mai 2011 (71,7 milliards) et en juin 2011 (125,1 milliards) reflètent la reprise effective de l'activité bancaire dans ce pays. En effet, deux mois après la réouverture des guichets de la BCEAO, toutes les banques ont déclaré avoir enregistré des dépôts de la clientèle.

Une baisse du taux d'intérêt créditeur a été relevée au deuxième trimestre 2011. En effet, le taux moyen créditeur, pondéré par les dépôts effectués au cours de la période sous revue, s'est établi à 5,26% contre 5,33% au trimestre précédent, soit une baisse de 7 points de base. Cette baisse du taux de rémunération des dépôts reflète principalement les conditions appliquées aux organismes assimilés à l'Etat (-10 points de base) et aux entreprises privées du secteur productif (-12 points de base). En revanche, les taux appliqués sur les dépôts des particuliers ont légèrement augmenté pour se situer à 4,71%. Les dépôts des sociétés d'assurance et des caisses de retraite ont aussi vu leur rémunération s'accroître, pour s'établir 5,66% au cours du deuxième trimestre 2011.

Ainsi, au deuxième trimestre 2011, les placements les mieux rémunérés restent toujours ceux effectués par la clientèle financière des banques, dont le taux d'intérêt est de 5,62%, ainsi que ceux des sociétés d'assurance et les caisses de retraite (5,66%). A l'inverse, les taux créditeurs les plus faibles continuent d'être appliqués aux dépôts des particuliers (4,71%) et des entreprises individuelles (4,79%).

#### 2.4.3 - Evolution du marché monétaire

Au cours du deuxième trimestre 2011, la BCEAO a poursuivi les opérations d'appel d'offres d'injection de liquidité, en procédant à une augmentation progressive des montants mis en adjudication. L'objectif a été de soutenir la reprise de l'activité bancaire, notamment en Côté d'Ivoire, après la crise post-électorale. Sur le marché à une semaine, le montant hebdomadaire mis en adjudication est passé de 210 milliards à la fin du premier trimestre 2011, à 300 milliards au début du mois de juin 2011. Sur le guichet à un mois, le montant mensuel mis en adjudication a été porté à 200 milliards à la fin du deuxième trimestre, contre 170 milliards au cours du premier trimestre.

La demande de liquidité des banques est toutefois apparue moins importante que prévue. En effet, bien qu'étant en nette progression, le besoin de trésorerie des banques est ressortie plus faible que les montants proposés en adjudication par l'Institut d'émission, du fait notamment de ressources extérieures importantes mobilisées par certains établissements de crédit. A cet égard, la Banque Centrale a dû réajuster ses offres à la baisse, ramenant à 275 milliards le montant hebdomadaire mis en adjudication au cours des dernières semaines du deuxième trimestre.

Sur le guichet hebdomadaire, le taux moyen pondéré des opérations d'injection de liquidité a enregistré une hausse limitée, passant de 3,41% au premier trimestre 2011 à 3,44% au deuxième trimestre. Pour sa part, le taux moyen pondéré sur le guichet à un mois a baissé, en se situant à 3,50% au deuxième trimestre contre 3,70% au premier trimestre 2011.

Le marché interbancaire a affiché plus de dynamisme au deuxième trimestre 2011 comparativement au trimestre précédent. Le volume moyen hebdomadaire des opérations sur

le marché interbancaire, toutes maturités confondues, est passé de 23,1 milliards à 56,7 milliards d'un trimestre à l'autre. Cette hausse a concerné particulièrement le compartiment à une semaine sur lequel le volume moyen hebdomadaire des opérations a atteint 33,8 milliards au deuxième trimestre 2011, contre une moyenne hebdomadaire de 9,2 milliards enregistrée au trimestre précédent.

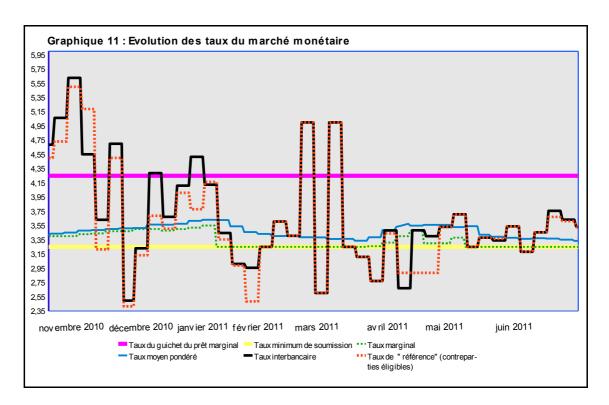
La relative bonne tenue du marché interbancaire est également perçue à travers la stabilisation du taux d'intérêt à un niveau plus bas. En effet, le taux moyen pondéré des opérations sur ce marché, toutes maturités confondues, s'est établi en moyenne à 3,92% au deuxième trimestre contre 4,23% au premier trimestre 2011, soit une diminution de 31 points de base. Sur le compartiment à une semaine, le taux interbancaire est ressorti stable autour de 3,47%, au deuxième trimestre 2011, demeurant à l'intérieur du corridor constitué par le taux du prêt marginal et le taux minimum de soumission.

oursuite des de liquidités, à échéances d'une

Les opérations au guichet du prêt marginal ont stagné au cours du second trimestre 2011, ppérations d'injection l'encours des prêts s'étant situé à 33,0 milliards contre 37,1 milliards à la fin du premier trimestre. Par contre, le marché des titres publics a été moins animé. Les ressources mobilisées par les Trésors sur ce marché, toutes maturités confondues, sont évaluées à 499,1 milliards, semaine et d'un mois. comparés aux 730,2 milliards mobilisés au cours du trimestre précédent.

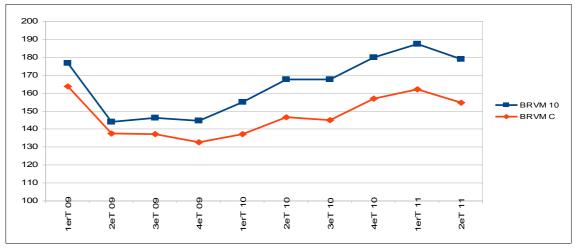
#### 2.4.4 - Evolution du marché financier

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée, au cours du second trimestre 2011, par une baisse des indicateurs sur l'ensemble des compartiments du marché par rapport au trimestre précédent.



En effet, l'indice BRVM10 a fléchi de 4,5% pour se fixer à 179,0 points contre 187,4 points au premier trimestre 2011. Il était ressorti à 167,6 points un an plus tôt. De même, l'indice BRVM composite s'est replié de 4,6% pour s'établir à 154,6 points contre 162,0 points au premier trimestre 2011. Il s'était situé à 146,5 points au second trimestre 2010.

La capitalisation boursière du marché est ressortie à 3.991,9 milliards au cours du trimestre sous revue contre 3.662,9 milliards à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 9,0%. Cette progression de la capitalisation boursière est due essentiellement à l'accroissement de 6,6% du marché des actions et de 24,9% du marché obligataire.



Graphique 12 : Evolution trimestrielle de la BRVM

L'analyse de la capitalisation boursière, en variation trimestrielle, indique une régression de 4,1% au second trimestre, liée à la baisse de 4,5% de la capitalisation du marché des actions et de 1,9% de celle du marché obligataire.

Durcissement des conditions monétaires dans l'UEMOA : hausse de l'indice du TCEN et baisse du taux d'intérêt.

#### 2.4.5 - Evolution des conditions monétaires

Au cours du trimestre sous revue, en glissement annuel, les conditions monétaires se sont durcies de 0,29%, en rupture avec la tendance baissière observée depuis le deuxième trimestre 2009. Ce résultat est lié à la hausse de l'indice du taux de change effectif nominal de 3,14% atténué par le repli de 0,13 point de pourcentage, du taux d'intérêt sur le marché interbancaire à un jour.

La hausse du taux de change effectif nominal de l'Union au deuxième trimestre 2011 est liée à l'appréciation de l'euro, monnaie ancre du FCFA, par rapport au dollar des Etats-Unis, et à l'égard des devises de la plupart des partenaires commerciaux.

L'indice des conditions monétaires est un indicateur synthétique permettant d'apprécier les effets conjugués des politiques des taux d'intérêt et de change sur la demande globale et, partant, sur l'inflation. Il est calculé comme une moyenne pondérée de ces deux variables et son évolution est mesurée par rapport au niveau de l'indice correspondant à une période de base (généralement le niveau moyen de la période d'analyse).

#### III - PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

#### 3.1 - Principales hypothèses

L'évolution de l'environnement international au cours de la période récente a été marquée par les tensions sur les cours mondiaux des produits alimentaires et pétroliers, les conséquences du séisme au Japon et les incertitudes sur les marchés financiers, notamment ceux de la dette souveraine dans la Zone euro. Les dernières prévisions du FMI de juin 2011 tablent sur une croissance mondiale de 4,4% en 2011, impulsée par les pays émergents et en développement, ainsi que par la Zone euro, notamment l'Allemagne et la France. En revanche, le taux de croissance ressortirait négatif au Japon et un ralentissement de la croissance est attendu aux Etats-Unis. En 2012, le taux de croissance économique mondiale est projeté à 4,5%.

En moyenne, les cours du pétrole brut (WTI) se sont établis à 99,5 dollars au premier semestre 2011, en hausse de 25,3% par rapport à la même période de 2010. Les prévisions d'inflation du scénario central<sup>7</sup> reposent sur un cours du pétrole brut (WTI) de 98,7 dollars au second semestre 2011, soit une moyenne de 99,1 dollars en 2011. Le cours moyen du baril de pétrole brut s'établirait à 102 dollars en 2012 et 105 dollars en 2013.

Plusieurs facteurs de risques entourent l'évolution des cours du pétrole brut. Il s'agit de la volatilité des cours, induite notamment par la spéculation, les troubles dans les pays arabes et les phénomènes climatiques. Compte tenu de ces incertitudes, un scénario pessimiste correspondant à un cours moyen du baril de pétrole à 105 dollars en 2011 et 110 dollars en 2012 et un scénario optimiste tablant sur un cours moyen du baril de pétrole à 95 dollars en 2011 et 100 dollars en 2012, ont été retenus.

Les cours mondiaux des produits alimentaires sont en hausse au premier semestre 2011. L'indice des cours des produits alimentaires du Fonds Monétaire International (FMI) a enregistré une hausse en moyenne de 24,6% au premier semestre 2011, en rapport notamment avec les tensions sur les cours du blé. Les prévisions tablent sur une fermeté des cours mondiaux des produits alimentaires, notamment du riz et du sucre. Toutefois, une détente des prix du blé est projetée, à la faveur de la hausse de la production et de la levée en juillet 2011 de l'interdiction des exportations de la Fédération de Russie.

L'euro s'est échangé contre 1,40 dollar au premier semestre 2011. Un taux de change euro/dollar de 1,43 au second semestre 2011 est projeté. Ainsi le taux de change euro/dollar serait de 1,41 en 2011, 1,40 en 2012 et 1,36 en 2013.

La hausse du niveau général des prix en moyenne dans la Zone euro, principal partenaire commercial de l'Union, est prévue<sup>8</sup> dans un intervalle de 2,5% à 2,7% en 2011 et de 1,1% à 2,3% en 2012.

<sup>7</sup> Les prévisions (cours du WTI) sont celles du consensus du marché à la date du 25 juillet 2011, obtenues de la plateforme Bloomberg. Il en est de même des prévisions du taux de change euro/dollar.

<sup>8</sup> Prévisions de la BCE, juin 2011.

Au niveau interne, l'offre de céréales a enregistré une amélioration à l'issue de la campagne agricole 2010/2011. Selon le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), la production céréalière 2010/2011 dans l'Union est ressortie en hausse de 25,1% par rapport à celle de l'année précédente. Pour la saison agricole 2011/2012 en cours, la Prévision Saisonnière pour l'Afrique de l'Ouest (PRESAO) indique que les perspectives pluviométriques s'annoncent bonnes pour les pays sahéliens.

Les prévisions du scénario central tablent sur une hausse tendancielle de 3,0% de la production céréalière au cours des campagnes agricoles 2011/2012 et 2012/2013. Toutefois, le potentiel de ce secteur est encore dépendant des aléas climatiques. Sur cette base, le scénario pessimiste table sur une baisse de 5% de la production et le scénario optimiste retient une progression de 10% au cours de ces deux campagnes.

#### 3.2 - Perspectives d'inflation et de compétitivité

Le taux d'inflation en glissement annuel s'établirait à 3,7% en juillet 2011, 3,5% en août 2011 et en septembre 2011. La persistance des tensions inflationnistes serait liée à l'incidence de la hausse des cours mondiaux des produits pétroliers et des denrées alimentaires. En moyenne sur le troisième trimestre 2011, la progression des prix serait de 3,6% contre 4,8% au deuxième trimestre 2011.

Le taux d'inflation, en moyenne annuelle dans l'UEMOA, s'établirait à 3,7% en 2011 contre une prévision de 3,4%<sup>9</sup>, effectuée sur la base de données définitives à fin février 2011. Le taux d'inflation en 2011 varierait entre 3,5% dans le scénario optimiste et 3,9% dans le scénario pessimiste. L'évolution des prix se situerait, en moyenne, à 2,0% en 2012, dans une fourchette de 1,3% à 2,7%<sup>10</sup>.

L'écart entre les prévisions actuelles et celles effectuées sur la base des données définitives à fin février 2011 est due à la forte hausse des prix en Côte d'Ivoire au second trimestre 2011 (réalisation de 6,7% contre une prévision de 5,3%).

Les projections présentées dans cette note ont été réalisées à l'aide d'un modèle autorégressif à retards échelonnés (ADL). Les résultats du modèle ADL sont globalement en phase avec les projections faites par le modèle dynamique d'équilibre général stochastique (DSGE) pour l'UEMOA qui donne un taux d'inflation de 2,5% en 2011 et de 2,0% en 2012. Par ailleurs, les résultats de l'enquête réalisée en juin 2011 sur les anticipations d'inflation des chefs d'entreprises situent le taux des attentes d'inflation à 2,5% à l'horizon d'un an.

Tableau 12	Tableau 12 : Perspectives d'inflation dans l'UEMOA (en pourcentage)										
		Année	e 2011		Année	2012		Année	2013	Moyenne	
		3ème T	4ème T	1er T	2ème T	3ème T	4ème T	1er T	2ème T	2011	2012
	Scénario optimiste	3,3	1,9	0,9	0,7	1,7	2,0	1,2	1,0	3,5	1,3
Taux d'inflation (*)	Scénario central	3,6	2,4	1,6	1,4	2,5	2,6	2,4	2,2	3,7	2,0
	Scénario pessimiste	3,9	2,9	2,1	1,9	3,3	3,3	3,2	3,1	3,9	2,7

Source: BCEAO.

(\*): Glissement annuel.

A l'horizon de 24 mois, le taux d'inflation est projeté à 2,2% en glissement annuel et varierait entre 1,0% et 3,1%, en phase avec l'objectif de stabilité des prix dans l'Union<sup>11</sup>. En outre, sur cet horizon de prévision, le taux d'inflation serait de 2,3%, en moyenne.

Pour ce qui concerne la compétitivité, une détérioration de la position concurrentielle est attendue au troisième trimestre 2011. La perte de compétitivité serait de 2,1%. Celle-ci s'expliquerait essentiellement par une hausse de l'indice du taux de change effectif nominal de 3,0%, dont les effets seraient atténués par un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 0,9 point de pourcentage.

La perte de compétitivité serait observée à l'égard des pays asiatiques (+4,7%), des partenaires émergents (+3,7%), des pays africains de la Zone franc (+2,9%), des pays industrialisés (+2,2%) et de la Zone euro (1,0%). Par contre, un gain de compétitivité serait enregistré à l'égard des Etats environnants (-0,8%).



<sup>11</sup> L'objectif opérationnel de stabilité des prix a été défini comme un taux d'inflation annuel de l'Union compris dans une marge de ± un point de pourcentage (1%) autour de 2%, à un horizon de 24 mois.

# **ANNEXES**

## LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE

- Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA
- Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin juin 2011
- Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires
- Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires
- Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA
- Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (WTI), brent et Dubaï et des cours de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis
- Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours de pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis
- Tableau 8 : Agrégats de Finances Publiques et indicateurs de convergence budgétaire à fin mars 2011
- Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties dans l'UMOA à fin mars 2011
- Tableau 10 : Taux débiteurs des banques entre mars et juin 2011
- Tableau 11 : Evolution du commerce extérieur de l'UEMOA au deuxième trimestre 2011

Tableau 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel dans les pays de l'UEMOA (scénario central) (en pourcentage)

Tabload 11 Evolut					,	, ,			(en pourocitug
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal .	Togo	UEMOA
Réalisations									
janvier-09	4,3	4,1	1,6	2,0	2,7	2,7	3,0	7,4	3,0
février-09	2,2	4,6	1,2	-0,5	3,6	2,5	1,4	5,4	2,2
mars-09	0,7	4,9	0,8	-1,2	2,4	1,4	1,0	6,3	1,8
avril-09	1,9	3,8	0,7	-3,2	2,8	1,3	0,0	5,9	1,5
mai-09	2,9	0,5	1,6	-2,5	3,3	2,2	-0,9	2,2	1,3
juin-09	0,0	-1,9	0,9	-1,6	1,2	1,5	-4,3	4,4	-0,1
juillet-09	0,7	0,2	0,0	-2,9	2,6	-1,7	-4,6	4,3	-0,4
août-09	-2,1	-0,9	-0,2	-3,0	1,6	-0,7	-4,7	2,4	-1,0
septembre-09	-0,7	-1,8	0,0	-3,9	2,1	-0,6	-5,0	2,4	-0,9
octobre-09	-1,4	-1,1	-0,4	-4,7	2,8	-1,1	-4,2	1,5	-1,0
novembre-09	-1,8	-0,7	0,1	-6,5	1,9	-0,3	-3,3	1,5	-0,7
décembre-09	-1,0	-0,3	-0,1	-4,8	1,5	-1,3	-4,5	1,5	-1,0
janvier-10	-0,2	0,3	-0,3	-1,0	1,7	0,2	-0,7	2,0	0,1
février-10	1,5	-0,1	-0,4	0,0	1,3	0,9	-0,6	2,3	0,2
mars-10	3,0	-0,5	0,3	0,5	2,0	-0,3	-0,7	2,0	0,5
avril-10	2,5	-0,5	1,9	1,4	0,1	0,3	-1,1	2,0	0,9
mai-10	1,3	0,0	0,9	1,2	1,1	1,4	-0,4	0,2	0,6
juin-10	4,7	0,7	1,8	1,3	2,1	1,6	1,3	0,8	1,7
juillet-10	0,4	-1,7	1,8	1,3	0,1	2,2	2,3	1,6	1,3
août-10	1,0	-1,1	2,0	3,2	1,2	1,2	2,2	1,5	1,5
septembre-10	1,6	-1,5	1,7	3,4	0,7	0,5	3,0	-0,3	1,3
octobre-10	2,5	-1,6	2,9	5,0	0,6	0,7	2,3	0,5	1,9
novembre-10	3,5	-1,0	3,6	5,2	1,7	-0,3	2,8	1,0	2,4
décembre-10	4,0	-0,3	5,1	5,6	1,8	2,6	4,3	3,8	3,9
janvier-11	5,1	1,2	4,6	5,3	3,6	4,5	4,0	4,7	4,2
février-11	3,3	0,4	5,1	4,1	1,7	2,7	3,7	3,4	3,7
mars-11	2,2	1,3	5,8	5,0	1,5	3,8	3,2	3,6	3,9
avril-11	2,4	1,8	9,1	6,0	3,5	3,7	4,3	3,9	5,7
mai-11	2,4	1,7	6,5	7,0	2,3	1,7	5,0	5,6	4,8
juin-11	1,7	2,5	4,6	7,2	2,6	2,3	4,3	4,9	3,9
Projections									
juillet-11	3,0	2,3	4,3	7,1	2,3	3,0	4,1	3,4	3,7
août-11	3,0	2,4	4,1	5,5	1,4	3,0	4,2	2,7	3,5
septembre-11	1,9	3,2	4,0	5,3	1,5	3,1	4,1	3,7	3,5
Moyenne									
2008 (réalisations)	7,9	10,7	6,3	10,4	9,2	11,3	5,8	8,7	7,4
2009 (réalisations)	0,4	0,9	0,5	-2,8	2,4	0,5	-2,2	3,7	0,4
2010 (réalisations)	2,1	-0,6	1,7	2,2	1,2	0,9	1,2	1,4	1,4
2011 (projections)	2,5	2,0	4,6	5,3	2,2	2,7	3,8	3,6	3,7
2012 (projections)	2,8	2,0	1,9	2,5	2,0	2,3	1,5	2,6	2,0

Source : BCEAO.

Tableau 2 : Contributions des fonctions de l'IHPC à l'inflation en glissement annuel à fin juin 2011

(en points de pourcer

							<del> </del>	ite de pediter	
Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1,1	1,9	2,4	4,7	2,1	0,8	2,9	1,2	2,2
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,0	0,4	0,4	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,2
Logement	0,3	0,9	0,2	0,1	0,1	0,6	0,5	0,7	0,4
Ameublement	0,1	0,0	0,3	0,2	0,1	-0,1	0,0	0,2	0,1
Santé	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1
Transport	0,2	0,4	0,1	0,9	0,2	1,2	0,6	1,0	0,4
Communication	-0,4	-1,6	-0,2	0,3	0,0	-0,2	0,0	0,1	-0,3
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Restaurants et Hôtels	0,3	0,8	1,1	0,1	0,0	0,1	0,1	1,0	0,6
Autres biens	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	-0,1	0,1	0,3	0,1
Ensemble	1,7	2,5	4,6	7,2	2,6	2,3	4,3	4,9	3,9

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique.

Tableau 3 : Différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires

	Nivea	u de l'inflation	en glisseme	nt annuel (	en %)	Différentiel d'inf	lation en point de % (	+) = défavorable et	(-) = favorable
	Ghana	Nigeria	Zone euro	USA	UEMOA	(UEMOA)-(Zone euro)	(UEMOA)-(USA)	(UEMOA)-(Nigeria)	(UEMOA)-(Ghana)
juin-10	9,5	10,3	1,5	1,1	1,7	0,2	0,6	-8,6	-7,8
juil10	9,5	13,0	1,7	1,2	1,3	-0,4	0,1	-11,7	-8,2
août-10	9,4	13,7	1,6	1,2	1,5	-0,1	0,3	-12,2	-7,9
sept10	9,4	13,6	1,8	1,1	1,3	-0,5	0,2	-12,3	-8,1
oct10	9,4	13,4	1,9	1,2	1,9	0,0	0,7	-11,5	-7,5
nov10	9,1	12,8	1,9	1,1	2,4	0,5	1,3	-10,4	-6,7
déc10	8,6	11,8	2,2	1,5	3,9	1,7	2,4	-7,9	-4,7
janv11	9,1	12,1	2,4	1,6	4,2	1,8	2,6	-7,9	-4,9
févr11	9,2	11,1	2,4	2,1	3,7	1,3	1,6	-7,4	-5,5
mars-11	9,1	12,8	2,7	2,7	3,9	1,2	1,2	-8,9	-5,2
avr11	9,0	11,3	2,8	3,2	5,7	2,9	2,5	-5,6	-3,3
mai-11	8,9	12,4	2,7	3,6	4,8	2,1	1,2	-7,6	-4,1
juin-11	8,6	10,2	2,7	3,6	3,9	1,2	0,3	-6,3	-4,7

Sources : Instituts de Statistique, Banques Centrales.

Tableau 4 : Evolution des cours mondiaux des produits alimentaires

(glissement annuel en %)

					I (gilosomont armaci	/	
	Produits alimentaires	Blé	Arachide	Maïs	Riz	Lait	Sucre
juin-10	-4,7	-37,8	24,2	-14,5	-16,4	-28,9	3,6
juillet-10	4,9	-13,0	22,1	8,0	-24,4	-13,2	6,5
août-10	11,8	17,1	23,6	15,5	-15,5	-14,6	2,1
septembre-10	19,0	42,2	28,4	36,7	-12,4	-2,4	7,6
octobre-10	23,3	35,9	29,5	41,0	-5,8	7,7	13,0
novembre-10	20,3	29,9	24,7	38,8	-4,1	11,4	14,2
décembre-10	26,5	48,6	18,9	52,3	-11,4	12,1	10,5
janvier-11	32,0	62,1	29,2	58,7	-11,6	26,5	21,5
février-11	37,1	79,0	31,4	81,5	-8,9	35,1	24,4
mars-11	32,4	65,8	33,3	82,6	-5,8	34,6	25,4
avril-11	33,4	74,3	33,0	102,2	-0,3	26,0	26,7
mai-11	33,0	94,9	34,9	88,4	5,9	27,0	28,4
juin-11	32,9	107,0	49,4	103,1	12,4	24,6	27,1

Source: Fonds Monétaire International.

Tableau 5 : Evolution des prix des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA

(Prix moyens mensuels en FCFA par litre, sauf indications contraires)

	juin-10	juil10	août-10	sept10	oct10	nov10	déc10	janv11	févr11	mars-11	avr11	mai-11	juin-11	juin 2011/juin 2010 (en %)
Bénin														
Essence super	505	505	505	490	490	490	515	530	555	555	555	575	575	13,9
Gazole	540	570	570	570	570	570	540	546	555	555	555	555	555	2,8
Burkina														
Essence super	642	642	667	682	682	682	682	682	682	682	682	682	682	6,2
Gazole	575	575	595	606	606	606	606	606	606	606	606	606	606	5,4
Côte d'Ivoire														
Essence super	789	786	783	783	783	774	774	774	774	774	774	774	774	-1,9
Gazole	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	0,0
Guinée-Bissau														
Essence super	623	678	670	664	662	659	659	659	571	721	721	721	790	26,9
Gazole	545	575	571	571	571	571	571	571	571	625	625	625	725	33,1
Mali														
Essence super	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	670	0,0
Gazole	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	590	0,0
Niger														
Essence super	476	506	506	506	506	506	506	561	561	561	561	561	619	30,0
Gazole	465	495	495	495	495	495	495	580	580	580	580	580	610	31,2
Sénégal														
Essence super	750	746	739	737	737	737	770	790	783	783	813	859	859	14,5
Gazole	637	641	635	632	632	632	665	691	721	721	755	786	762	19,6
Togo														
Essence super	535	560	560	560	560	560	560	549	540	540	540	540	564	5,5
Gazole	530	555	555	555	555	555	555	564	570	570	570	570	596	12,5

Source: BCEAO.

Tableau 6 : Prix internationaux du baril de pétrole (moyenne WTI, BRENT, DUBAI)

	Cours du pétrole en	dollars	Cours du dollar en F	CFA	Cours du pétrole en	FCFA	Cours de l'euro en d	ollar
	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %	Niveau	Variation %
2009								
janvier	43,86	6,1	495,5	1,6	21 729,6	7,8	1,324	-1,6
février	41,84	-4,6	513,1	3,6	21 469,1	-1,2	1,278	-3,4
mars	46,80	11,8	505,2	-1,5	23 643,9	10,1	1,298	1,6
avr.	50,28	7,4	497,0	-1,6	24 989,2	5,7	1,320	1,7
mai	58,15	15,7	481,2	-3,2	27 981,2	12,0	1,363	3,3
juin	69,13	18,9	468,0	-2,7	32 352,0	15,6	1,402	2,8
juillet	64,67	-6,4	465,6	-0,5	30 114,0	-6,9	1,409	0,5
août	71,63	10,8	459,7	-1,3	32 931,0	9,35	1,427	1,3
septembre	68,35	-4,6	450,5	-2,0	30 787,8	-6,51	1,456	2,1
octobre	74,08	8,4	442,7	-1,7	32 797,3	6,53	1,482	1,7
novembre	77,55	4,7	439,8	-0,7	34 108,5	4,00	1,491	0,7
décembre	74,88	-3,4	448,9	2,1	33 612,0	-1,46	1,461	-2,0
Moyenne Janvier-déc	61,77	-36,3	472,3	5,4	28 876,3	-32,4	1,393	-5,3
2010								
janvier	77,12	3,0	459,6	2,4	35 445,0	5,5	1,427	-2,3
février	74,76	-3,1	479,2	4,3	35 827,2	1,1	1,369	-4,1
mars	79,30	6,1	483,4	0,9	38 338,4	7,0	1,357	-0,9
avril	84,19	6,2	489,2	1,2	41 184,4	7,4	1,341	-1,2
mai	75,62	-10,2	522,0	6,7	39 476,5	-4,1	1,257	-6,3
juin	74,72	-1,2	537,3	2,9	40 148,6	1,7	1,221	-2,8
juillet	74,58	-0,2	514,5	-4,2	38 374,7	-4,4	1,275	4,4
août	75,82	1,7	508,7	-1,1	38 573,1	0,5	1,289	1,1
septembre	76,12	0,4	502,0	-1,3	38 210,2	-0,9	1,307	1,3
oct.	81,72	7,4	472,0	-6,0	38 570,7	0,94	1,390	6,4
nov.	84,53	3,4	479,9	1,7	40 568,4	5,18	1,367	-1,7
déc.	90,01	6,5	496,2	3,4	44 661,2	10,09	1,322	-3,3
Moyenne Janvier-déc.	79,04	28,0	495,3	4,9	39 114,9	35,5	1,327	-4,7
2011								
janvier	92,66	2,9	491,0	-1,0	45 495,9	1,9	1,336	1,1
février	95,95	3,5	480,6	-2,1	46 110,4	1,4	1,365	2,2
mars	107,18	11,7	468,6	-2,5	50 219,9	8,9	1,400	2,6
avril	114,53	6,9	453,8	-3,2	51 972,7	3,5	1,446	3,3
mai	105,76	-7,7	457,2	0,7	48 348,3	-7,0	1,435	-0,7
juin	102,19	-3,4	455,9	-0,3	46 585,7	-3,6	1,439	0,3

Sources: BCEAO, Reuters.

Tableau 7 : Variations en glissement annuel des cours du pétrole brut et de l'euro par rapport au dollar des Etats-Unis

(en pourcentage)

			T	
		Cours du pétrole en dollars	Cours du pétrole en FCFA	Cours de l'euro en dollar
	2009	•	·	
janvier		-51,6	-46,2	-10,1
février		-55,2	-48,3	-13,3
mars		-54,0	-45,0	-16,4
avr.		-53,8	-44,9	-16,2
mai		-52,6	-45,9	-12,4
juin		-47,4	-41,7	-9,9
juillet		-51,3	-45,5	-10,7
août		-37,5	-34,4	-4,7
sept.		-31,4	-32,3	1,3
oct		1,9	-8,4	11,2
nov		43,7	22,7	17,1
déc		81,1	66,7	8,7
Moyenne 2009		-36,3	-32,4	-5,3
	2010			
janvier		75,9	63,1	7,8
février		78,7	66,9	7,1
mars		69,5	62,1	4,5
avril		67,4	64,8	1,6
mai		30,0	41,1	-7,8
juin		8,1	24,1	-12,9
juillet		15,3	27,4	-9,5
août		5,9	17,1	-9,6
septembre		11,4	24,1	-10,3
oct.		10,3	17,6	-6,2
nov.		9,0	18,9	-8,4
déc.		20,2	32,9	-9,5
Moyenne 2009		28,0	35,5	-4,7
	2011			
janvier		20,2	28,4	-6,4
février		28,3	28,7	-0,3
mars		35,1	31,0	3,2
avril		36,0	26,2	7,8
mai		39,9	22,5	14,2
juin		36,8	16,0	17,9

## AGREGATS DE FINANCES PUBLIQUES ET INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE A FIN JUIN 2010

(En milliards de FCFA)

(En milliards de FCFA)									
RUBRIQUES	BENIN	BURKINA	C. D'IVOIRE	G. BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	UEMOA
RECETTES ET DONS (en mrds)	284,4	368,5	1 191,7	28,1	423,1	195,4	707,7	150,5	3 349,4
RECETTES TOTALES	275,9	313,8	1 113,8	24,9	368,7	162,3	666,6	147,9	3 073,9
* Recettes fiscales	275,9 246,4	287,0	1 000,2	17,5		157,8	621,5	121,7	2 795,1
dont recettes douanières	122,50	45,4	439,6	0,0	125,3		021,3	64,7	2 793,1 849,7
* Recettes non fiscales	29,5	23,9	113,6	7,4		3,4	24,4	26,2	254,1
* Autres recettes non classées	29,3	23,9	0,0	7,4	23,7	1.1	20,7	20,2	24,7
Address receites non classees		2,7	0,0			1,1	20,7		24,7
DONS	8,5	54,7	77,9	3,2	54,4	33,1	41,1	2,6	275,5
DEPENSES ET PRÊTS NETS	307,4	444,8	1 161,0	25,6	375,1	254,6	764,0	127,9	3 460,4
DEFENSES ET FREIS NETS	307,4	444,0	1 101,0	23,0	373,1	254,0	704,0	127,9	3 400,4
DEPENSES TOTALES	276,2	450,8	1 081,5	25,6	375,1	254,6	760,3	125,9	3 350,0
DEPENSES COURANTES	220,2	264,0	950,3	25,1	245,9	143,1	458,2	102,0	2 408,8
* Masse salariale	105,0	110,6	406,9	11,5	113,8	70,2	193,0	36,5	1 047,5
* Intérêts sur la dette	5,6	9,5	79,3	0,6	5,3	2,7	22,4	6,6	132,0
* Transfert et subventions	91,6	90,9	135,1	5,7	51,1	34,3		36,3	445,0
DEPENSES EN CAPITAL	56,0	186,8	131,2	0,5		111,5	302,1	23,9	941,2
dont investissement sur ressources internes	23,1	90,1	87,1		47,4	42,3	173,4	14,6	478,0
AUTRES DEPENSES	0.0	0,0	0.0	0,0	0,0	0,0	0,0	0.0	0.0
		.,.		,,,					-,-
PRÊTS NETS	31,2	-6,0	79,5	0,0		0,0	3,7	2,0	110,4
SOLDE PRIMAIRE DE BASE	38,2	-30,8	155,7	0,4	80,7	-20,4	57,4	37,9	319,1
SOLDE GLOBAL (base ordon.)(dons compris)	-23,0	-76,3	30,7	2,5	48,0	-59,2	-56,3	22,6	-111,0
SOLDE GLOBAL (base ordon.)(hors dons)	-31,5	-131,0	-47,2	-0,7	-6,4	-92,3	-97,4	20,0	-386,5
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE	32,6	-40,3	76,4	-0,2				31,3	187,1
SOLDE GLOBAL (base caisse)(dons compris)	-58,2	-84,3	188,1	4,0	48,0	-67,2	-56,3	2,6	-23,3
DIDICATELING DE CONVED GENGE DUDGETA IDE									
INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE  * Masse salariale/recettes fiscales	42,6%	38,6%	40,7%	65,7%	33,2%	44,5%	31,1%	30,0%	37,5%
* Variation nette des arriérés intérieurs	42,070	-49,1	38,4	0,0	0,0	-8,0	0.0	-20,2	-38,9
* Variation nette des arriérés extérieurs	-11,4	0,0	119,0	1,5	0,0	0,0	0.0	0.2	109,3
* Invest. sur ress. intér./recettes fiscales	9,4%	31,4%	8,7%	0,0%	13,8%	26,8%	27,9%	12,0%	17,1%
* Solde primaire de base/recettes fiscales	15,5%		15,6%	2,3%			9,2%	31,1%	11,4%
* Solde budgétaire de base /PIB	1,0%		0,7%	0,0%				1,9%	0,5%
Sold Sugemire de Suse/LID	1,0 /4	3,070	3,7,70	3,070	1,5 /0	]	3,370	1,5 /9	0,5 /0

SOURCES: SERVICES NATIONAUX.

Tableau 9 : Evolution de la masse monétaire dans l'UMOA et de ses contreparties au deuxième trimestre 2011

			Stock				Variation trimestrielle (%)					Glissement	annuel (%)	
	mai 10	juin 10	septembre 10	décembre 10	mars 11	juin 11	3° T 2010	4° T 2010	1er T 2011	2e T 2011	3° T 2010	4° T 2010	1er T 2011	2e T 2011
Masse monétaire	11 090 930,4	11 210 115,8	11 370 091,3	12 329 888,0	12 374 443,4	12 695 257,7	1,4	8,4	0,4	2,6	18,4	15,7	17,1	13,2
Disponibilité monétaire	7 256 595,9	7 282 670,3	7 271 682,3	8 028 665,7	8 090 947,9	8 324 303,4	-0,2	10,4	0,8	2,9	16,9	14,4	16,6	14,3
Circulation fiduciaire	3 009 406,2	2 992 323,3	2 975 391,3	3 525 220,8	3 447 013,8	3 378 168,0	-0,6	18,5	-2,2	-2,0	15,8	13,1	16,2	12,9
Dépôts en CCP	45 084,1	46 809,2	44 784,7	29 277,9	30 088,0	28 403,0	-4,3	-34,6	2,8	-5,6	-7,5	-51,1	-48,9	-39,3
Dépôt en CNE	63 319,6	63 319,6	67 744,1	67 478,0	73 728,8	76 132,7	7,0	-0,4	9,3	3,3	21,4	14,3	24,9	20,2
Dépôts à vue en banque	4 138 786,0	4 180 218,2	4 183 762,2	4 406 689,0	4 540 117,2	4 841 599,7	0,1	5,3	3,0	6,6	17,9	16,5	17,8	15,8
SODE-EPIC	425 601,6	533 882,6	473 884,3	498 978,6	512 933,9	595 963,4	-11,2	5,3	2,8	16,2	18,1	6,0	21,7	11,6
Particuliers et entreprises privées	3 713 184,4	3 646 335,6	3 709 877,9	3 907 710,4	4 027 183,3	4 245 636,3	1,7	5,3	3,1	5,4	17,9	18,0	17,3	16,4
Dépôts à terme en banque	3 834 334,5	3 927 445,5	4 098 409,0	4 301 222,3	4 283 495,5	4 475 490,0	4,4	4,9	-0,4	4,5	21,1	18,4	18,0	14,0
SODE-EPIC	314 393,0	321 548,0	304 223,0	316 142,9	308 617,0	320 882,6	-5,4	3,9	-2,4	4,0	11,7	13,7	6,5	-0,2
Particuliers et entreprises privées	3 519 941,5	3 605 897,5	3 794 186,0	3 985 079,3	3 974 878,5	4 154 607,4	5,2	5,0	-0,3	4,5	21,9	18,8	19,0	15,2
Autres postes nets	1 766 645,9	1 764 619,8	1 932 483,0	1 964 941,0	2 065 096,9	1 944 285,9	9,5	1,7	5,1	-5,9	13,9	3,7	5,4	10,2
Passif	12 857 576,3	12 974 735,6	13 302 574,3	14 294 829,0	14 439 540,3	14 693 543,6	2,5	7,5	1,0	1,8	17,7	13,9	15,3	13,2
CONTREPARTIES DE LA MASSE	MONETAIRE													
			Stock					Variation m	ensuelle (%)			Glissement	annuel (%)	
	mai 10	juin 10	septembre 10	décembre 10	mars 11	juin 11	3e T 2010	4e T 2010	1er T 2011	2e T 2011	3e T 2010	4e T 2010	1er T 2011	2e T 2011
Avoirs Extérieurs Nets	5 329 344,3	5 460 996,4	5 226 334,8	5 645 816,5	5 372 892,4	5 631 919,2	-4,3	8,0	-4,8	4,8	14,4	6,6	2,3	3,1
Banque Centrale	5 128 053,1	5 328 597,0	5 284 039,6	5 554 615,4	5 417 662,7	5 757 446,1	-0,8	5,1	-2,5	6,3	14,0	7,4	6,8	8,0
Banques	201 291,2	132 399,4	-57 704,8	91 201,1	-44 770,3	-125 527,0	-143,6	-258,0	-149,1	180,4	-16,0	-27,2	-125,4	-194,8
Crédit intérieur	7 528 232,0	7 513 739,2	8 076 239,5	8 649 012,5	9 066 647,9	9 007 624,5	7,5	7,1	4,8	-0,7	19,9	19,3	24,6	19,9
Position Nette du Gouvernement	1 513 419,6	1 465 157,0	1 713 999,3	1 888 028,6	2 288 962,2	2 075 470,9	17,0	10,2	21,2	-9,3	91,1	66,2	52,8	41,7
Crédit à l'économie	6 014 812,4	6 048 582,2	6 362 240,2	6 760 983,9	6 777 685,7	6 932 153,6	5,2	6,3	0,2	2,3	8,9	10,5	17,3	14,6
Court terme	3 468 312,4	3 484 912,2	3 674 125,2	3 949 441,2	3 964 462,3	4 134 415,0	5,4	7,5	0,4	4,3	6,1	9,1	18,4	18,6
dont crédit de campagne	157 983,0	142 825,0	83 993,0	154 769,0	192 603,0	195 866,0	-41,2	84,3	24,4	1,7	-30,3	7,6	31,8	37,1
Moyen et long terme	2 546 500,0	2 563 670,0	2 688 115,0	2 811 542,7	2 813 223,4	2 797 738,6	4,9	4,6	0,1	-0,6	13,0	12,6	15,8	9,1
Actif	12 857 576,3	12 974 735,6	13 302 574,3	14 294 829,0	14 439 540,3	14 639 543,6	2,5	7,5	1,0	1,4	17,7	13,9	15,3	12,8

Source : BCEAO

**TABLEAU 10: TAUX DEBITEURS DES BANQUES** 

		Moy. 08	Moy.09	Moy.10	avr10	mai-10	juin-10	juil10	août-10	sept10	oct10	nov10	déc10	janv11	févr11	mars-11	avr11	mai-11	juin-11
	pancaires mis en place																		
	olume (en milliards de FCFA)	382,3	421,9	470,3	423.9	442,0	463,7	457.3	438.5	534,0	459,5	486.9	521.1	407.3	292,7	347.1	382,3	353,1	347.5
	Court terme	285,9	317,3	349,7	320,7	337,2	338,1	357,5	316,3	•	348,7	379,1	376,9	312,1	214,0	246,2	263,8	242,3	,
	Moyen et long terme	96,4	104,7	120,6	103,2	104,7	125,6	99,8	122,2	165,3	110,7	107,8	144,2	95,3	78,6	100,9	118,4	110,8	
	Secteur public	21,7	34,3	29,8	10,0	19,1	24,1	19,7	12,2	67,6	24,6	55,9	56,4	24,3	4,1	24,0	16,8	13,4	16,2
	Secteur privé	360,6	387,6	440,5	413,9	422,9	439,6	437,6	426,3	466,3	434,9	431,0	464,7	383,1	288,6	323,1	365,5	339,7	331,3
(A) - T	aux d'intérêt moyen (%)	8,09	8,59	8,38	8,25	8,06	8,37	8,49	8,52	8,65	8,25	8,24	8,15	8,60	8,58	8,55	8,12	8,44	8,21
	Hors personnel de banque)	8,14	8,62	8,41	8,28	8,08	8,42	8,52	8,58	8,68	8,24	8,25	8,17	8,63	8,58	8,58	8,15	8,49	8,24
	Court terme	7,49	8,07	7,83	7,49	7,41	7,65	7,96	7,94	8,14	7,73	7,74	7,81	8,11	8,21	7,98	7,58	7,54	7,48
	Moyen et long terme	9,92	10,19	10,03	10,58	10,17	10,34	10,20	10,12	9,88	10,28	9,97	9,11	10,14	9,67	9,75	9,25	9,92	10,05
	Secteur public	7,28	7,96	7,71	5,00	6,65	9,74	7,42	7,63	8,09	6,60	7,53	7,57	8,77	8,40	7,21	5,54	5,27	5,96
	Secteur privé	8,18	8,66	8,44	8,34	8,13	8,33	8,56	8,60	8,76	8,33	8,34	8,24	8,60	8,60	8,67	8,26	8,30	8,22
- D	urée moyenne des crédits (mois)	18,4	17,3	17,9	16,7	17,9	20,1	16,2	19,8	21,3	17,2	15,6	18,6	16,4	18,2	20,99	25,21	20,94	19,44
Nouveau	x dépôts bancaires																		
- V	olume (en milliards de FCFA)	286,6	259,1	362,1	323,5	315,4	389,0	402,3	425,3	379,1	344,1	309,1	328,7	426,3	324,8	235,2	225,0	224,3	219,8
	Court terme	210,0	71,8	275,5	243,1	256,4	264,1	310,4	325,8	235,7	266,1	262,0	280,1	310,6	249,8	165,1	161,1	152,1	154,3
	Autres dépôts	76,6	53,4	86,6	80,5	58,9	124,9	91,9	99,5	143,4	77,9	47,1	48,7	115,7	75,0	70,1	63,9	72,2	65,5
	Secteur public	55,7	277,5	76,8	61,1	80,2	88,2	73,1	84,8	96,3	71,7	62,2	85,8	95,0	46,7	58,8	41,9	51,5	65,9
	Secteur privé	231,0	5,1	285,3	262,4	235,1	300,8	329,2	340,5	282,8	272,4	246,9	242,9	331,3	278,1	176,4	183,1	172,7	153,9
(B) - T	aux d'intérêt moyen (%)	4,98	5,00	5,11	5,07	5,14	5,19	4,95	4,79	5,23	5,18	5,05	5,05	5,26	5,23	5,49	5,35	5,21	5,18
	Court terme	4,96	5,53	5,04	4,86	5,04	5,11	4,92	4,70	5,09	5,17	4,97	4,96	5,08	5,01	5,18	5,10	4,98	5,01
	Secteur public	5,03	5,02	5,12	4,96	5,35	4,88	5,29	5,06	5,00	5,19	5,08	5,16	5,35	5,30	5,56	5,39	5,17	5,26
	Secteur privé	4,95	4,97	5,09	5,11	5,04	5,25	4,87	4,70	5,28	5,17	5,05	4,99	5,20	5,16	5,50	5,34	5,22	5,13
- D	urée moyenne des dépôts (mois)	20,8	25,2	19,4	20,9	13,1	29,7	20,0	17,1	37,4	18,4	11,9	12,6	18,79	17,82	19,10	17,96	19,40	16,27
(A D) 54	rge moyenne d'intérêt (%)	3,1	3.6	3.3	3.2	2.9	3,2	3.5	3.7	3,4	3.1	3.2	3,1	3,3	3.3	3,1	2.8	3,2	3,0

<sup>\* :</sup> données provisoires

Tableau 11 : Commerce extérieur de l'UEMOA au titre du deuxième trimestre 2011

## A : Exportations

	Premier trimestre 2011*	Deuxième trimestre 2011**	Variation trimestrielle (%)	Glissement annuel
Produits du cacao	346,6	320,3	-7,6	-2,8
Produits du café	11,5	17,0	47,1	-68,8
Produits du coton	159,3	166,3	4,4	9,0
Produits de l'anarcade	37,8	118,8	214,7	-32,8
Or et métaux précieux	471,5	511,4	8,4	127,1
Uranium	37,1	67,0	80,6	6,5
Produits pétroliers	550,3	771,2	40,1	58,3
Caoutchouc	123,9	107,2	-13,5	47,1
Produits divers	290,6	212,3	-27,0	-72,1
TOTAL	2 028,7	2 291,4	13,0	-1,3

Montants en milliards de FCFA

(\*) Données estimées

## B : Importations

	Premier trimestre 2011*	Deuxième trimestre 2011**	Variation trimestrielle (%)	Glissement annuel
Produits alimentaires	438,9	467,2	6,5	-32,1
Biens de consommations courantes	131,8	133	1	15,1
Produits énergétiques	994,6	1 040,8	4,6	38,2
Biens intermédiaires	444,4	481,9	8,4	-7,1
Biens d'équipement	451,2	414,1	-8,2	-28,9
Produits divers	183,1	170,9	-6,7	-26,4
TOTAL	2 644,0	2 708,0	2,4	-6,3

<sup>(\*)</sup> Les données du Niger ont été estimées pour le premier trimestre 2011

<sup>(\*\*)</sup> Estimation pour l'ensemble des pays au titre du deuxième trimestre 2011



Avenue Abdoulaye Fadiga BP 3108 - Dakar - Sénégal www.bceao.int